

**Parti Evangélique Suisse**

Secrétariat Général

Nägelligasse 9

Case postale 294

3000 Berne

Tél. 031 351 71 71

Fax 031 351 71 02

info@evppev.ch

www.evppev.ch

Office fédéral des assurances sociales  
Effingerstrasse 20  
3003 Berne

Berne, le 11 février 2013

**Loi sur le libre passage et loi sur la prévoyance professionnelle. Garantie moindre lors du choix par l'assuré de certaines stratégies de placement et mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien.**

**Réponse du Parti Evangélique Suisse (PEV).**

Monsieur le Conseil fédéral

Madame, Monsieur,

Le PEV vous transmet ses remerciements quant à la possibilité de s'exprimer sur l'avant projet mentionné et vous fait volontiers part de ses remarques.

**Partie 1 : Loi sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité**

Le PEV, favorable au principe de responsabilité individuelle, soutient la modification de la loi sur le libre passage. Ceux qui choisissent de prendre plus de risques, en assumant les conséquences, qu'elles soient positives ou négatives.

Dans la mesure où l'individualisation du système de prévoyance a été approuvée par le Parlement lors de la 1<sup>ère</sup> révision de la LPP, il est juste que l'existence d'institutions de prévoyance offrant différentes stratégies de placement soit assurée et que par conséquent la possibilité existante de choisir une telle institution soit garantie. Le PEV souligne toutefois de manière insistante que cette possibilité ne doit exister que pour la part surobligatoire de l'assurance vieillesse afin de ne pas mettre en péril le principe de base d'assurance vieillesse garanti par la loi. Il est de plus nécessaire de garantir qu'aucun assuré, à part l'assuré concerné, n'ait à assumer les conséquences des risques pris par le choix de stratégies différenciées plus risquées.

Le PEV se déclare en accord avec le principe que ceux qui choisissent de prendre des risques en portent les conséquences, qu'elles soient positives ou négatives. Spécifier que seule la valeur effective de l'avoir au moment de la sortie peut être versée aux personnes ayant choisi des stratégies sans garantie est juste et équitable aux yeux du PEV. Les autres assurés ne doivent pas être porteurs des risques pris par certains et cette proposition représente une bonne garantie. Elle représente également une garantie pour la pérennité des institutions offrant ces options diversifiées, puisque celles-ci n'ont pas à porter le poids des risques choisis par leurs clients. Il s'agit par conséquent d'une très bonne solution puisque elle ménage les

*assurés et les institutions tout en offrant la diversification souhaitée par certains.*

*Le rapport mentionne que des conséquences financières et administratives sont attendues. Le PEV estime que ces conséquences font partie du système de prévoyance individualisée et qu'il doit ainsi être à la charge de ceux qui en bénéficient, soit par ceux qui choisissent ces placements individualisés.*

*Le PEV salue également les mesures prises en faveur de la transparence en matière de communication des avantages et risques. Celle-ci est indispensable afin de protéger toutes les parties. De plus, l'obligation d'accord du conjoint en cas de choix de stratégie sans garantie est également approuvée par le PEV. Les mesures de protection envers l'institution de prévoyance afin de limiter leurs risques en cas de changements de stratégies des assurés sont également acceptables pour le PEV.*

### **Projet 2 : Mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien**

*Soucieux du droit et de la défense des plus faibles, le PEV relève l'importance de la mesure proposée afin d'assurer les droits des enfants et des (ex-) conjoints. Dans les situations où les versements des aliments ne se font pas sur une période prolongée, ce sont souvent les enfants qui en souffrent. De plus, l'aide sociale doit très souvent intervenir afin de remédier à ces situations. Ces mesures devant permettre l'aide au recouvrement en cas de paiement de prestations du 2<sup>ème</sup> pilier sous forme de capital à des personnes négligeant leurs obligations d'entretien représentent une alternative responsable et relativement simple permettant une meilleure protection du droit des enfants et permettant dans une certaine mesure de décharger l'aide sociale.*

*Relevons tout d'abord que le PEV est contre les retraits sous forme de capital de l'avoir de vieillesse. Toutefois, dans la mesure où ces versements sous forme de capital demeurent possibles, le PEV estime, dans le cas de négligence de l'obligation d'entretien, qu'il est juste que ce capital soit en priorité destiné à remplir les devoirs non assumés. Or, il est plus facile de faire disparaître un capital et de se soustraire ainsi à ses obligations, que cela n'est le cas dans le cas de versements de rentes régulières. Le PEV juge par conséquent que les mesures d'annonce obligatoire de versement de capital sont adaptées tout comme les mesures présentées. La collaboration entre institutions de prévoyance et les autorités en charge de la protection de l'enfant représente une solution simple et paraissant efficace. Les conditions étant fixées dans la loi, elles sont identiques pour tous et favorisent la transparence en matière de traitement des cas. Un des points positifs relevés par le PEV, est que ces mesures n'engendrent pas la création de nouvelles structures administratives, mais permettent un meilleur fonctionnement des mécanismes existants. Cela engendre peu de frais supplémentaires et plus d'efficacité.*

*Le PEV estime que les mesures proposées sont cohérentes et applicables et les soutient sans réserve.*

*Nous vous remercions pour la prise en compte de notre opinion ainsi que pour le précieux*

*travail accompli et vous transmettons, M. le Conseil fédéral, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.*

**PARTI EVANGELIQUE SUISSE (PEV)**



*Président du Parti*  
Heiner Studer



*Secrétaire général*  
Joel Blunier